



**PRÉFET
DU PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7, rue Léo Lagrange
63000 Clermont-ferrand

Clermont-ferrand, le 11/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/03/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FERLUX SAS

24 avenue d'Aubière
63800 Cournon-d'Auvergne

Références : 20240326-RAP_63-0348_InspectionFERLUX_OCP2024
Code AIOT : 0016300262

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/03/2024 dans l'établissement FERLUX SAS implanté 24, avenue d'Aubière 63800 Cournon-d'Auvergne. L'inspection a été annoncée le 05/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

- Opération coup de poing régionale sur les rejets aqueux.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FERLUX SAS
- 24, avenue d'Aubière 63800 Cournon-d'Auvergne
- Code AIOT : 0016300262
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Oui

L'activité de l'entreprise consiste à fabriquer des API (Active Pharmaceutical Ingredient) à destination du groupe BIOCDEX, c'est un intermédiaire pour l'industrie pharmaceutique.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II et 58-IV	Demande d'action corrective	8 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Schéma des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	Sans objet
2	Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	Sans objet
3	Points de prélèvement aménagés	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Sans objet
4	Respect des périodicités minimales de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	Sans objet
6	Transmission GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Sans objet
7	Débit de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	Sans objet
8	Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'entreprise FERLUX fait l'objet d'un AP de mise en demeure du 19 janvier 2021 sur les rejets aqueux. Afin de remédier au dépassement de DCO et DBO5, elle a arrêté en mars 2023 son activité la plus polluante, soit la production d'extraits de fruits riches en polyphénols.

Toutefois un an après l'arrêt de cette activité nous avons constaté qu'il existait encore des dépassements de VLE. Cependant l'exploitant a tenu compte des remarques formulées par l'IIC lors de la visite du 26/06/2023, l'exploitant a donc budgétisé pour 2024 la mise en place d'une station de traitement sur son site. Il fait intervenir le bureau d'études SAPOVAL afin de consolider

les données et le dimensionnement de l'installation de traitement.

Le calendrier prévisionnel des travaux prévoit une mise en service de cette installation au 1er semestre 2025.

L'IIC attend donc de l'exploitant un porter à connaissance à fournir avant le 31/12/2024.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : Conforme : Le schéma des réseaux a été transmis à l'inspection en amont de la visite, il date du 03/05/2000. Il comporte les 2 postes de livraison d'eau de ville, le réseau des eaux usées, le réseau des eaux pluviales, l'alimentation en eau froide et en eau d'incendie, ainsi que les regards. Il est à noter que le site est bien équipé d'un réseau séparatif, mais avec un seul point de rejet car la ville de Cournon d'Auvergne dispose d'un réseau unitaire. Lors de la visite terrain nous avons constaté que le plan était cohérent.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets
Prescription contrôlée : Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.
Constats : Conforme : Le contrôle visuel a été réalisé au point de rejet où les prélèvements sont réalisés.

Nous avons pu constater un rejet visuel correct, cependant le rejet présentait une légère odeur de myrtille à l'ouverture du regard.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
-
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Points de prélèvement aménagés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvement aménagés
Prescription contrôlée : <p>Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...).</p> <p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p>
Constats : <p>Conforme : Le site de la société FERLUX comporte un seul point de prélèvement. Il se situe dans un regard sur une petite plateforme en bas des escaliers menant au sous-sol.</p> <p>Le point est bien aménagé de manière à être aisément accessible et permettre des interventions en toute sécurité.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
-
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Respect des périodicités minimales de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance
Prescription contrôlée : <p>[...]</p> <p>Lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée pour les polluants énumérés ci-après et selon la fréquence indiquée, à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures et représentatif du fonctionnement de l'installation.</p> <p>[...]</p>

<p>Constats :</p> <p>Conforme : L'exploitant respecte les périodicités minimales de surveillance qui lui sont opposables dans son arrêté préfectoral.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II et 58-IV</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 21-II « Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs fixées par le présent arrêté. »</p> <p>Article 58-IV « Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Non conforme : Malgré l'arrêt de la production d'extraits de fruits riches en polyphénols en mars 2023, le process de fabrication des API entraîne encore des dépassements de DCO et DBO5, objet de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19 janvier 2021.</p> <p>Suite aux remarques réalisées par l'IIC lors de la visite du 26/06/2023, l'exploitant a budgétisé pour 2024 la mise en place d'une station de traitement sur son site. Il fait intervenir le bureau d'études SAPOVAL afin de consolider les données et le dimensionnement de l'installation de traitement. L'IIC attire l'attention sur le fait que ce dimensionnement devra tenir compte des niveaux d'émissions fixés dans les conclusions des BREF applicables à l'établissement. Parallèlement, il a demandé par courrier avec AR le 28/02/2024 un rendez-vous avec la collectivité Auvergne Métropole afin de signer une convention de rejet.</p> <p>Le calendrier prévisionnel des travaux prévoit une mise en service de cette installation au 1er semestre 2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'IIC attend la transmission du rapport consolidé du bureau d'études SAPOVAL dès réception ainsi que le porter à connaissance, incluant le positionnement vis à vis des BREF applicables au site, avant la réalisation des travaux pour fin 2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>

Proposition de délais : 8mois

N° 6 : Transmission GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission GIDAF
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
Constats : Conforme : L'exploitant transmet régulièrement et à la périodicité requise ses résultats d'autosurveillance via GIDAF.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Débit de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
Thème(s) : Risques chroniques, Débit de rejet
Prescription contrôlée : La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m3. Dans les autres cas le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la consommation d'eau. Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.
Constats : Conforme : L'exploitant n'a pas de mesures de débit de rejet en continu. Cependant, il surveille sa consommation d'eau qui ne dépasse pas les 150 m3/semaine et dont 75 % sont rejetés dans les eaux usées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
Constats : Conforme : L'exploitant a effectué une campagne PFAS en 2023 sur les mois de septembre, octobre et novembre. Les résultats ont été saisis sous GIDAF et font seulement apparaître une mesure en AOF de 27 µg/L en octobre 2023. A noter que la limite de quantification de ce paramètre est fixée à 2 µg/l dans l'AM en cas d'utilisation de la méthode indiciaire et que l'analyse de novembre 2023 donne une limite de quantification à 40 µg/L.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant se rapprochera du laboratoire d'analyses au sujet de la limite de quantification du paramètre AOF et expliquer les différences constatées sur les 3 campagnes effectuées.
Type de suites proposées : Sans suite